

# Education: une journée d'action samedi contre les réformes Blanquer

Paris, 28 mars 2019 (AFP) -

Les principaux syndicats enseignants appellent à une journée d'action samedi contre la loi "pour une école de la confiance" et la réforme du lycée, pour témoigner de leur lassitude face à "l'autoritarisme" du ministre Jean-Michel Blanquer.

Le 19 mars, les enseignants avaient été nombreux à se mettre en grève lors d'une journée de mobilisation interprofessionnelle: 24% dans le premier degré, selon le ministère, 40% selon le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, soit le taux de grévistes "le plus haut depuis 2017".

Dans leurs rangs, les manifestations comptaient ce jour-là un grand nombre de professeurs, qui s'apprêtent donc à retourner dans la rue samedi, à l'appel des cinq principaux syndicats d'enseignants, avec des actions prévues dans plusieurs villes de France.

Les raisons de la colère ? Le projet de loi du ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, "sur l'école de la confiance", qui au sein du monde enseignant, suscite globalement la défiance. Voté par l'Assemblée nationale, il doit encore passer début mai devant le Sénat. "Notre objectif est de peser sur le vote pour que le texte soit retoqué", explique à l'AFP Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU.

Car ce projet "n'offre aucune réponse aux problèmes actuels de l'école: il ne permet pas la réduction des inégalités et l'inclusion de tous les élèves", explique-t-elle. "Au contraire, il en pose de nouveaux".

Les syndicats contestent notamment l'article 1 du projet de loi, qui mentionne le devoir d'"exemplarité" des personnels de la communauté éducative, et est interprété par certains comme un moyen de rappeler à l'ordre ou de sanctionner des enseignants qui critiqueraient l'institution.

Le vote de l'instruction obligatoire à trois ans fait également grincer des dents, en obligeant les municipalités à financer la mesure pour les maternelles privées.

Mais c'est un amendement au projet de loi qui a mis le feu aux poudres: s'il est adopté, il donnera naissance à des "établissements publics des savoirs fondamentaux", dont l'objectif sera de rassembler en une seule entité un collège et une ou plusieurs écoles du même secteur. Ce qui fait redouter à certains la disparition des directeurs d'école.

- "Prêt à me battre"-Fabrizio, instit à Paris, et "généralement non gréviste", est particulièrement inquiet: "si on supprime les directeurs d'école, qui sont un pilier essentiel des établissements, on va saper notre profession". "Je suis prêt à me battre contre cela", assure-t-il.

Le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, s'est défendu jeudi de vouloir "imposer" les regroupements écoles-collèges. Il se dit par ailleurs prêt à ajouter la nécessité de "l'accord de la communauté éducative" dans le texte du projet de loi, "si cela permet de rassurer définitivement".

"Que la loi réponde aux préoccupations de l'école, et nous verrons" si nous arrêtons de nous mobiliser, rétorque Francette Popineau, peu convaincue par l'argument.

Autre grief des professeurs du primaire: le "recadrage, avec menaces de sanctions", envoyé par le ministère de l'Education nationale début mars aux recteurs, qui visait les enseignants refusant de faire passer les évaluations de CP et CE1 à leurs élèves.

Ces évaluations, sous leur forme actuelle, sont vertement critiquées par des enseignants, y compris certains favorables à ce type de dispositif, et les syndicats fustigent "l'autoritarisme" du ministre.

La réforme du lycée, qui supprime les séries l'an prochain en Première, a aussi de nombreux détracteurs. Il y a une "tension palpable" dans les établissements, affirme Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, qui demande le report de la réforme à la rentrée 2020, "afin d'apporter des réponses à tous les problèmes déjà identifiés".

Depuis plusieurs semaines, des enseignants mènent des "actions de désobéissance" dans toute la France pour montrer leur désapprobation: démission de la fonction de prof principal, note de 20/20 à tous les élèves, boycott des conseils de classe...



PAYS :France  
SURFACE :99 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 28 mars 2019 - Edition Fil Gen

Avant même de constater si les profs seront nombreux samedi, plusieurs syndicats ont d'ores et déjà appelé à une nouvelle journée nationale de grève et mobilisation le 4 avril.  
ito-fmp/epe/asm

Afp le 28 mars 19 à 10 32.